



01 | ACTUALITÉS FINANCIÈRES

TRUMP, LA VOIE SANS ISSUE ?

Le début du mois de mars aura été marqué par une intensification du conflit au Moyen-Orient, qui a bouleversé l'environnement économique et financier mondial. Dès le déclenchement des hostilités, les marchés ont réagi avec nervosité, en particulier sur les matières premières énergétiques. Le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite plus de 20 % de la production pétrolière mondiale, a été quasiment paralysé, ce qui a propulsé le prix du Brent au-delà de 100 dollars le baril pour la première fois depuis 2022. Les prix du gaz naturel en Europe ont également bondi, dépassant 60 €/MWh. Si l'Iran semble affaibli, ses capacités de rétorsion et de nuisances, tous azimuts, semblent pour leur part intactes. Aussi, la crainte d'une rupture durable de l'approvisionnement en produits énergétiques est réelle, du fait de capacités d'expédition bloquées, de stockages saturés ou encore d'installations énergétiques endommagées. La stagflation, situation économique caractérisée par une inflation plus forte et une croissance économique plus faible, menace. Et la stagflation étant transitoire et ne pouvant s'installer dans le temps long, tout dépendra désormais de la durée du conflit : plus la durée sera longue plus les conséquences récessives sur l'économie mondiale seront importantes.

Dans ce contexte, les marchés financiers ont connu une volatilité accrue, même si le recul reste pour l'instant globalement modéré eu égard à la gravité de la situation. Les investisseurs se sont ainsi repliés sur les actifs refuges, au premier rang desquels le dollar américain et les matières premières. Les marchés actions ont reculé, l'Europe affichant la plus forte baisse. Les obligations n'ont pas joué leur rôle traditionnel de refuge, puisque les taux souverains à long terme se sont tendus, sous le double effet d'une hausse des anticipations d'inflation et, probablement également d'une hausse des déficits publics : une guerre, cela coûte cher pour des finances publiques déjà dégradées.

Aux États-Unis, les dernières publications des statistiques du marché du travail ont réservé une mauvaise surprise. Le rapport sur l'emploi de février a fait état de 92 000 destructions de postes non-agricoles, avec des révisions négatives sur les deux mois précédents. Sur six mois, le marché du travail américain est quasiment à l'arrêt en matière de création de postes. Le taux de chômage remonte à 4,4 %, actant une inversion de tendance par rapport aux mois précédents. Il faut tout de même souligner que les salaires continuent de progresser à hauteur de 3,8 %, sur un an, ce qui ajoute encore aux craintes inflationnistes.

La Réserve fédérale américaine (Fed) se retrouve ainsi dans une position délicate : elle doit composer avec un marché du travail qui montre des signes de faiblesse, tout en surveillant de près les risques inflationnistes.

En zone euro, l'inflation flash de février surprend à la hausse, avec une inflation totale qui passe de 1,7 % à 1,9 %, et une inflation sous-jacente qui remonte de 2,2 % à 2,4 %. Cette mauvaise surprise intervient alors que la Banque centrale européenne espérait un reflux progressif des tensions sur les prix. De part et d'autre de l'Atlantique, les Banquiers centraux se trouvent pris au piège de la stagflation et devraient patienter avant de préciser l'orientation de leurs politiques monétaires. Le marché du travail européen fait preuve de résilience avec un taux de chômage à 6,2 % en janvier.

En Asie, les signaux sont contrastés. Au Japon, la confiance des consommateurs atteint un plus haut depuis 2019, soutenue par une amélioration du moral des ménages. En Chine, les enquêtes d'activité de février envoient des signaux contradictoires.

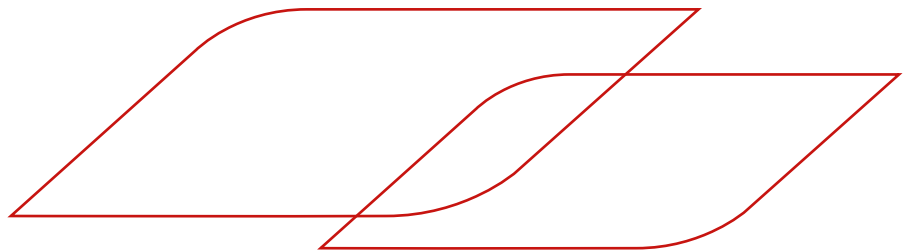
Trump a fait le choix de s'engager sur une pente risquée. En difficulté dans les sondages, il prend le risque de s'embourber dans un conflit sans issue et de se désolidariser de sa base électorale à qui il avait pourtant vanté l'isolationnisme américain pour être élu.

Achevé de rédiger le 16 mars 2026.

Principaux indicateurs de marché au 28 février 2026 (en devises locales)

INDICE	TYPE D'INDICE	COURS	PERFORMANCES (DIVIDENDES ET COUPONS RÉINVESTIS)						
			SUR LE MOIS	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2026	SUR L'ANNÉE 2025	SUR L'ANNÉE 2024	SUR L'ANNÉE 2023	SUR L'ANNÉE 2022	SUR L'ANNÉE 2021
CAC 40	Actions françaises	8 580,75	+ 5,6 %	+ 5,3 %	+ 14,3 %	+ 0,9 %	+ 20,1 %	- 6,7 %	31,9 %
STOXX EUROPE 600	Actions européennes	633,85	+ 3,9 %	+ 7,3 %	+ 20,6 %	+ 9,6 %	+ 16,6 %	- 9,9 %	24,9 %
S&P 500	Actions américaines	6 878,88	- 0,8 %	+ 0,7 %	+ 17,9 %	+ 25,0 %	+ 26,3 %	- 18,1 %	28,7 %
MSCI WORLD	Actions mondiales	4 556,79	+ 0,8 %	+ 3,0 %	+ 21,6 %	+ 19,2 %	+ 24,4 %	- 17,7 %	22,6 %
BLOOMBERG BARCLAYS EURO AGGREGATE	Obligations d'États et d'entreprises européennes	251,56	+ 1,2 %	+ 1,9 %	+ 1,2 %	+ 2,6 %	+ 7,2 %	- 17,2 %	- 2,8 %
WTI	Baril de pétrole du Texas	67,02	+ 2,5 %	+ 16,3 %	- 5,4 %	+ 24,0 %	- 11,8 %	40,5 %	57,1 %
EURO/USD	Devises	1,1851	+ 0,9 %	+ 2,2 %	+ 9,6 %	- 6,2 %	+ 3,1 %	- 5,8 %	- 6,9 %

Sources : GWS, Bloomberg.



02 | STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Cette nouvelle période de volatilité offre-t-elle, comme la dernière survenue lors de l'annonce des droits de douane en avril 2025, des opportunités d'achat ? Nous ne le pensons pas encore, et ce pour plusieurs raisons : tout d'abord, le recul des marchés reste pour l'instant modéré alors que les actifs risqués restent chers. Ensuite, le manque total de visibilité et les implications de la guerre sont potentiellement néfastes pour l'économie mondiale. Aussi, notre logique patrimoniale et notre volonté de protéger les capitaux qui nous sont confiés, nous ont poussé à réduire le risque au sein de toutes nos gestions, dans l'attente d'y voir plus clair. Les supports sur lesquels nous investissons bénéficient d'une liquidité très élevée, et votre équipe de gestion reste mobilisée.

Achevé de rédiger le 16 mars 2026.



03 | LE PRODUIT STRUCTURÉ DU MOIS

En réponse aux incertitudes des marchés, nous avons le plaisir de vous présenter deux solutions d'investissement.

1 | GWS TAUX FIXE CALLABLE JUIN 2026 - FR0014016AV6

GWS Taux fixe Callable juin 2026 est un produit structuré (instrument financier complexe) élaboré par Generali Wealth Solutions en partenariat avec Natixis.

Ce produit structuré, émis par Natixis, a une maturité de 12 ans avec une possibilité de rappel annuel à partir de la première année. Il offre un coupon de 5,15 %* par an en cas de rappel et un coupon total de 49,80 %* à l'échéance, tout en garantissant 100 % du capital à la maturité. Cette solution permet de sécuriser le capital investi tout en bénéficiant d'un rendement attractif.

En cas d'atteinte de l'enveloppe, la commercialisation pourra s'arrêter avant la date de fin de commercialisation

DESCRIPTIF DU PRODUIT	
Maturité	12 ans
Émission	30/06/2026
Émetteur	Natixis
Callabilité	Annuelle au gré de l'émetteur à partir de l'année 1
Coupon en cas de rappel	4,15 % + 1% (5,15 % p.a)*
Coupon à l'échéance	49,80 % (4,15 % x 12)*
100 % capital protégé à l'échéance	

* Diminués des frais de gestion annuels du contrat.

En cas de revente à l'initiative de l'investisseur en cours de vie, l'investisseur peut subir une perte en capital. Il est en effet impossible de mesurer a priori le gain ou la perte possible, le prix dépendant alors du niveau, le jour de la revente, des paramètres de marché.

2 | GWS COUPON CALLABLE AOÛT 2026 - FR0014015XG1

GWS Coupon Callable Août 2026 est un produit structuré (instrument financier complexe) élaboré par Generali Wealth Solutions en partenariat avec la Société Générale. Il sera disponible à partir du 30 mars.

Le GWS Coupon Callable août 2026 est un produit structuré d'une durée maximale de 12 ans, émis par la Société Générale et adossé à l'Euribor 12M. Les deux premières années, les coupons trimestriels de 1,75 %* sont garantis, puis un coupon conditionnel de 2,025 %* est versé si l'Euribor 12M reste inférieur ou égal à 3,50 %*. Le capital est entièrement garanti à l'échéance ou en cas de rappel anticipé.

En cas d'atteinte de l'enveloppe, la commercialisation pourra s'arrêter avant la date de fin de commercialisation.

DESCRIPTIF DU PRODUIT	
Maturité	12 ans
Émetteur	Société générale
Début de commercialisation	Fin mars
Taux de référence	Euribor 12M
Les 2 premières années les coupons sont garantis (du T1 au T8)	1,75 * par trimestre soit 7,00 %* par an qui sera payé en cas de rappel ou à maturité
Premier rappel au gré de l'émetteur possible à la fin de la 2 ^{ème} année (trimestre 8)	
Fréquence de rappel	trimestrielle
Coupon conditionnel à partir du T9 à T48 : 2,025 %* par trimestre soit 8,10 %* par an. Si Euribor 12M <= 3,50 % qui sera payé en cas de rappel ou à maturité	

* Diminués des frais de gestion annuels du contrat.

En cas de revente à l'initiative de l'investisseur en cours de vie, l'investisseur peut subir une perte en capital. Il est en effet impossible de mesurer a priori le gain ou la perte possible, le prix dépendant alors du niveau, le jour de la revente, des paramètres de marché.

AVERTISSEMENT PRODUIT STRUCTURÉ

Les produits structurés sont des produits complexes pouvant être difficiles à comprendre, qui supportent entre autres un risque de perte en capital partielle ou totale, en cours de vie ou à l'échéance, et un risque de crédit (risque de faillite ou de défaut de l'émetteur ou du garant).

Ce produit a été conçu pour les investisseurs qui disposent d'un horizon d'investissement à long terme et de connaissances suffisantes sur les marchés financiers, leurs fonctionnements et leurs risques, et la classe d'actifs du sous-jacent ou ont été informés de ces éléments par un professionnel.

Tout remboursement décrit dans ce document (y compris gains potentiels) est calculé sur la base de la valeur nominale courante, hors frais, commissions, prélèvements sociaux et fiscaux éventuels applicables au cadre d'investissement et en l'absence de défaut de paiement, de faillite, ou de mise en résolution de l'Émetteur et du garant.

L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuation à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas.

Toutes les données relatives aux performances sont présentées hors frais liés au cadre d'investissement et avant prélèvements sociaux et fiscalité, sous réserve de l'absence de faillite ou de défaut de paiement de l'Émetteur, de faillite, de défaut de paiement ou de mise en résolution du Garant de la formule ou, le cas échéant, de faillite de l'Assureur.

AVERTISSEMENT FINAL

Les informations contenues dans ce document non contractuel sont données à titre indicatif et la référence à certains indices est donnée à titre d'illustration. Elles n'ont pas vocation à constituer un conseil en investissement, une recommandation de souscrire un produit ou un service, une offre de souscription ou un acte de démarchage. Elles ne sauraient préjuger des obligations légales d'information et de conseil mises à la charge de l'intermédiaire en assurance.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps.

Les tendances historiques des marchés ne sont pas un indicateur fiable du comportement futur des marchés. Les projections, estimations, anticipations et/ou opinions éventuelles sont préparées sur la base de certaines hypothèses, qui pourront vraisemblablement différer soit partiellement, soit totalement de la réalité. Ces informations sont fournies uniquement à titre d'illustration, elles ont été puisées aux meilleures sources, mais cette précaution n'exclut pas que des risques d'erreurs se soient glissés dans les chiffres indiqués ou les faits relatés.

Generali Wealth Solutions décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourra être faite des présentes informations. Generali Wealth Solutions avertit le lecteur que le passé n'offre aucune garantie quant à la performance future d'un investissement.

Toute reproduction, représentation, adaptation, traduction et/ou transformation partielle ou intégrale ne pourra être faite sans l'accord préalable de Generali Wealth Solutions.

